

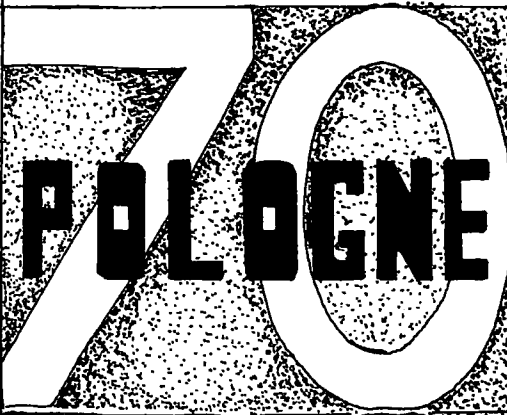
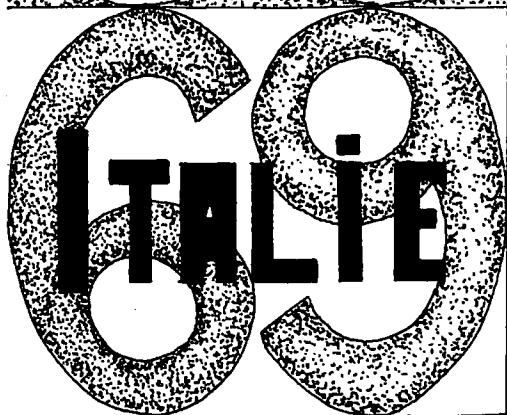
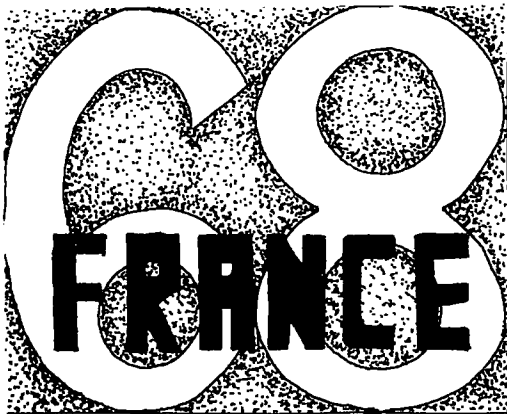
SÉRIE

REVOLUTION

NOUVELLE

INTERNATIONALE

920



n.1

3 FRANCS

- Sommaire -

INTRODUCTION	page 3
"SOCIALISME OU BARBARIE"	page 4
SUR LA QUESTION SYNDICALE	page 8
LES LUTTES DE "LIBERATION NATIONALE!"	page 12
FASCISME ET FRONTISME.	page 17
ELECTORALISME ET PARLEMENTARISME	page 21
LE CAPITALISME D'ETAT.	page 27
L'ORGANISATION DES REVOLUTIONNAIRES.	page 36
VIOLENCE ET DICTATURE DU PROLETARIAT	page 43
OCTOBRE PROLETARIEN	page 48

POURQUOI NOUVELLE SERIE ?

... Parce que "Révolution Internationale" est désormais l'organe de l'unification de trois groupes: "Cahiers du Communisme de Conseils", "Organisation Conseilliste" de Clermont Ferrand, et l'ancien "Révolution Internationale".

Après de nombreuses rencontres et discussions, au cours desquelles ont été examinés les problèmes fondamentaux du mouvement ouvrier et de sa perspective révolutionnaire, les groupes et militants participants sont arrivés à constater l'unité d'orientation générale nécessaire à la fusion organique de notre courant.

Cela ne signifie pas qu'il n'existe plus aucune divergence. Nous ne pensons pas d'ailleurs que l'homogénéité monolithique soit nécessaire, ni possible, ni même souhaitable dans l'organisation d'un groupe politique révolutionnaire. Une telle conception ne sert souvent qu'à cacher la sclérose et étouffe toujours toutes possibilités de développement de la pensée, de la vie politique de l'organisation lui interdisant une activité critique et révolutionnaire.

Nous pensons que les divergences qui subsistent entre nous s'inscrivent dans le cadre général de notre orientation et comme telles sont compatibles avec l'appartenance à une même organisation. Ces divergences doivent pouvoir se manifester et ne sauront être dépassées que dans la constante réflexion ouverte à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation et en relation directe avec l'évolution de la lutte de classe du prolétariat.

Partant de ces considérations, nous avons décidé la constitution d'une organisation unifiée sur la base suivante:

Les résolutions qui suivent (adoptées aux rencontres de Clermont Ferrand en juin 72, et Paris en novembre 72) constituent "le corps d'orientation" de l'organisation. Nous considérons ces textes comme provisoires dans la mesure où nous sommes conscients de l'imperfection de leur rédaction et de la nécessité d'apporter des précisions sur de nombreux points à peine ébauchés. Aussi le groupe se donne comme tâche la rédaction d'une plate-forme plus élaborée. Jusqu'à ce moment, ce "corps d'orientation" provisoire guidera l'activité ultérieure du groupe et servira de base pour de nouvelles adhésions.

Considérant que la revue R.I. a depuis sa création défendu une orientation identique, et pour des raisons d'ordre politique et pratique, il est décidé de maintenir le nom de R. I. avec la mention "nouvelle série" pour la revue du groupe unifié. (Il est à noter qu'une autre proposition défendant la nécessité de changer le nom de la revue a finalement été rejetée).

Notre groupe est une expression locale d'un courant révolutionnaire international qui est en train de se faire jour dans d'autres pays en relation avec la reprise des luttes ouvrières. En conséquence une attention particulière doit être portée afin de rétablir, développer, resserrer les contacts avec les groupes de la même orientation que la nôtre et tout particulièrement avec le groupe "Internationalism" de New-York.

"Le prolétariat moderne, lui, se comporte tout autrement au sortir des grandes épreuves de l'histoire. Ses erreurs sont aussi gigantesques que ses tâches. Il n'y a pas de schéma préalable, valable une fois pour toutes, pas de guide infaillible pour lui montrer le chemin à parcourir. Il n'a d'autre maître que l'expérience historique. Le chemin pénible de sa libération n'est pas pavé seulement de souffrances sans bornes, mais aussi d'erreurs innombrables. Son but, sa libération, il l'atteindra s'il sait s'instruire de ses propres erreurs. Pour le mouvement prolétarien, l'autocritique une autocritique sans merci, cruelle, allant jusqu'au fond des choses, c'est l'air, la lumière sans lesquels il ne peut vivre!"

Rosa Luxemburg

Brochure de Junius

- Introduction -

I

Pour contribuer efficacement à l'émancipation du prolétariat, l'action organisée des révolutionnaires doit nécessairement se placer à l'intérieur d'un cadre rigoureusement déterminé.

Cependant, ce cadre n'a rien d'idéologique. Il n'est pas issu de la seule réflexion abstraite qui aurait mûri dans le cerveau d'intellectuels extérieurs à la classe ouvrière. Il n'est pas non plus un carcan étroit qui existerait depuis 1848 de manière invariante, et dont le prolétariat ne ferait que suivre les indications, ne ferait que retrouver les principes immuables pour tout son cycle historique sans tenir compte des leçons fondamentales du mouvement réel.

Bien au contraire, il est défini par les acquis théoriques à partir des fondements du Marxisme, c'est à dire la méthode historique matérialiste et dialectique pour analyser le monde concret et réel de la société de classes et pour comprendre la nécessité de sa transformation concrète et réelle. Ces acquis se sont déterminés au travers des plus hauts moments historiques de la lutte prolétarienne (1848- La Commune- 1905- Octobre 17- 1917-23 en Europe). C'est donc dans le sens de la progression historique de la conscience de classe du prolétariat que l'on peut dire que tous ces jalons de défaites sont des promesses de victoires.

II

Ainsi, les expériences successives de la classe révolutionnaire nous permettent d'énoncer une série de résolutions. Leurs implications politiques sont les FRONTIÈRES DE CLASSE qui guident toutes nos interventions au sein du prolétariat dans cette période de rupture avec la contre-révolution, amorcée depuis Mai 68.

C'est la pratique de la classe reprenant à son compte la totalité de ses acquis historiques qui transformera à nouveau cet apport en force positive pour détruire le vieux monde.

Et en concevant cette destruction comme une simple étape de son mouvement, en arrivant à l'intelligence de sa pratique historique, la lutte du prolétariat ne pourra que contribuer encore à l'enrichissement de la théorie révolutionnaire.

"SOCIALISME

OU

BARBARIE"

Depuis l'époque de la première guerre mondiale, la volonté et la conscience de la classe ouvrière peuvent véritablement déterminer du sort de la révolution socialiste. Même si cette volonté reste encore dépendante, entre autres, des fluctuations de la conjoncture économique, elle s'est cependant affranchie avec le premier conflit inter - impérialiste du carcan que constituait pour elle le caractère historiquement progressiste du capitalisme, c'est à dire sa nature de système unique et indispensable au développement des forces productives matérielles de la société.

Les forces productives de la société ont atteint un trop grand développement pour continuer à être contenues dans le cadre étroit constitué par les rapports de production capitalistes. (production en vue de l'accumulation du capital, salariat, cadre national, etc...)

LES FONDEMENTS DU PHENOMENE

L'extension du salariat d'une part, la destruction systématique des économies pré-capitalistes d'autre part, ont permis un accroissement extraordinaire des capacités de production de la société mais ont aussi, parallèlement, réduit les débouchés "extérieurs" solvables INDISPENSABLES à la production capitaliste.

- Le caractère limité de ces débouchés (le capitalisme ne crée pas automatiquement ses propres débouchés)
- Leur saturation, la vitesse et l'anarchie avec lesquelles est approchée cette saturation, rendent de plus en plus difficile l'obtention d'un taux de profit suffisant.

Cette inadéquation entre le degré de développement atteint par les forces matérielles de production et les rapports selon lesquels elles sont utilisées, a atteint un niveau critique dès les premières années de ce siècle. Or, malgré les différentes tentatives révolutionnaires du prolétariat et A CAUSE DE LEUR ECHEC le capitalisme a continué à survivre, emprisonnant ce développement dans la BARBARIE d'un cycle infernal de

RECESSIONS, GUERRES ET RECONSTRUCTIONS.

L' INFRASTRUCTURE

Devenu MONDIAL comme système au début du siècle, le capitalisme n'a pu cependant permettre le développement industriel de deux tiers de la planète. Il n'a pu les "intégrer" qu'en les réduisant à la misère et les maintenant dans un sous-développement d'autant plus inhumain qu'il contraste avec la haute technicité des armes utilisées dans les conflits entre les grandes puissances et dont ils sont devenus depuis trente ans non plus seulement l'enjeu mais aussi le théâtre permanent.

Dans la partie industrialisée du monde, le maintien du capitalisme, malgré une instable et inégale hausse du niveau de vie, s'est traduit par deux saignées mondiales, par l'intensification extrême de l'exploitation de la force de travail et par l'affectation d'une part croissante du travail à la production de moyens de destruction (1), et à l'entretien d'un secteur parasitaire administratif et répressif toujours croissant.

L'incapacité d'assurer l'industrialisation du tiers monde (non existence de marchés solvables) et le fait que la production de moyens de destructions (qui peut MOMENTANEMENT se passer de débouchés

(1) La fraction du produit national dédiée aux industries d'armement dans des pays industrialisés comme les USA ou l'URSS est souvent équivalente voire supérieure au taux de croissance de la production pendant la même année. C'est à dire que, d'une part, ce type de production absorbe l'essentiel du résultat de la croissance économique, et que d'autre part, du fait de la nature parfaitement improductive de cette catégorie de produits, la croissance économique, quand elle existe, ne résulte quasiment plus que du développement technologique de la société.

solvables réels) soit devenue non plus un "luxe accessoire" mais une NECESSITE ECONOMIQUE, expriment sans équivoque à quel point le capitalisme a cessé d'être un système INDISPENSABLE au développement des forces productives pour se transformer en une lourde ENTRAVE à celui-ci.

LES SUPERSTRUCTURES.

Minée profondément dans son infrastructure économique, la société capitaliste connaît une tendance analogue au niveau de ses superstructures et institutions.

Les fameux phénomènes tels que la "décomposition de la famille", "l'abandon du patriotisme", les différentes "crises de la jeunesse", de "l'université", l'écroulement des idéologies dominantes et des anciennes "valeurs morales", le développement des "philosophies du désabusement" etc... Tout ce qu'on aime appeler "crise de civilisation" ne sont pas des phénomènes isolés, mais l'expression cohérente au niveau socio-culturel de la crise profonde et permanente des rapports économiques de production.

Malgré l'apparence d'un "progrès" foudroyant dans une petite partie du monde, apparence aussi éblouissante que provisoire et instable, le capitalisme connaît donc depuis plus de 50 ans sa phase de DECADENCE HISTORIQUE, (tout comme la société antique esclavagiste et le féodalisme avant lui). Son dépassement est devenu non seulement une possibilité mais encore et surtout une NECESSITE HISTORIQUE.

LE MOUVEMENT OUVRIER

Dés lors, l'abolition du salariat, l'orientation de la production UNIQUEMENT SELON LES BESOINS DIRECTS DES HOMMES, son organisation à l'échelle mondiale, l'élimination des classes et des nations, en un mot, LA DESTRUCTION DU CAPITAL MONDIAL PAR LA REVOLUTION PROLETARIENNE, constituent DANS CES CONDITIONS, LE SEUL PROGRES HISTORIQUE POSSIBLE.

Toute autre solution ne peut que s'intégrer au système et participer de sa décadence. Elle s'inscrit donc aujourd'hui dans un cours profondément réactionnaire.

Il en découle de profonds changements dans les perspectives et la stratégie générale du mouvement ouvrier par rapport à celles qui étaient les siennes dans la période "ascendante" du système. La rupture de la IIIème Internationale avec le réformisme légal de la IIème Internationale, puis la rupture de la gauche européenne - ceux que Lenine appelait les "gauchistes" - avec la IIIème Internationale, (opposition au parlementarisme, même sous sa forme "léniniste" - "non-réformiste" ;

aux organisations de type syndical; aux différentes tactiques d'alliance avec des fractions de la classe dominante; à la conception bolchevique du parti, encore trop imprégnée de celles des partis ouvriers réformistes...), ces deux ruptures successives au sein du mouvement ouvrier n'ont été que les premières expressions au niveau théorique et programmatique de la nouvelle situation historique provoquée par l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence.

"Le point d'épanouissement le plus haut de cette base (sociale) même est celui où elle a atteint une forme qui la rend compatible avec le plus haut développement des forces productives, et par suite aussi avec le plus riche développement de l'individu. Dès que ce point est atteint, LA SUITE DU DEVELOPPEMENT APPARAÎT COMME UN DECLIN ET LE DEVELOPPEMENT NOUVEAU COMMENCE A PARTIR D'UNE NOUVELLE BASE".

Karl Marx
Principes d'une Critique
de l'économie Politique

SUR LA

QUESTION

SYNDICALE

Dès lors que le Capital s'est libéré du carcan féodal il entre avec fougue dans sa période ascendante, celle du développement intensif des forces productives.

C'est pour unir les travailleurs face à l'arbitraire d'une bourgeoisie désormais maîtresse, pour lui arracher tous les avantages qu'une expansion apparemment illimitée permet de satisfaire, qu'apparaissent, dès le milieu du XIX^e siècle, les syndicats. Ce sont les conditions objectives de la période (possibilité de réforme, nécessité de l'union) qui déterminent le syndicat dans son contenu programmatique comme dans ses structures.

Bâti sur la base d'un capitalisme ascendant capable d'apporter d'importants et réels avantages à la classe ouvrière, le syndicat n'a et ne peut avoir en vue que l'unification de la classe et l'aménagement du statut des travailleurs dans le cadre d'un système alors historiquement nécessaire.

Un tel contenu réformiste se traduit :

- par l'organisation permanente dans les syndicats d'une fraction de la classe, généralement minoritaire, mais suffisante cependant pour faire pression sur une bourgeoisie en pleine "euphorie expansionniste".
- par la division et la hiérarchisation dans l'organisation syndicale; toutes caractéristiques inévitables, certes, mais qui favoriseront

l'intégration que l'on constatera dans la période suivante.

De la possibilité du réformisme, et donc de sa nécessité historique, provient l'attitude des révolutionnaires de l'époque, dont le point commun est que tous voient dans l'activité à l'intérieur des syndicats une tâche capitale des communistes ; cette position est justifiée par le rôle progressiste (unificateur et économique) de ces organisations qui les rend aptes à servir de cadre au développement de la conscience de classe.

La guerre impérialiste de 1914 marque l'entrée définitive du capitalisme dans sa phase de décadence, où le développement des forces productives est non seulement brutalement freiné, mais n'est encore possible qu'au prix d'holocaustes répétés et toujours plus meurtriers.

Le capital ne réalisant sa reproduction élargie qu'avec une difficulté croissante ne peut plus dès lors accorder à la classe ouvrière que des miettes dérisoires, d'ailleurs aussitôt récupérées par la hausse des prix, l'augmentation de l'exploitation, etc... Il est éloquent à cet égard de voir ce qu'il est advenu des "victoires" de Matignon en 36 et de Grenelles en 68, toutes deux appuyées pourtant sur de puissants mouvements de masse.

Pour faire face à la décomposition sociale grandissante qu'entraîne sa sénilité, le Capital est amené à établir une emprise totalitaire sur la société.

De même que le capitalisme individuel cède toujours plus le pas à l'Etat capitaliste, seul capable d'affronter la concurrence inter-impérialiste, de même le prolétaire, vendeur de sa propre force de travail, ne dispose même plus du semblant de liberté que lui offrait le marché du travail "libéral", et les syndicats de la phase de décadence capitaliste tendent à n'être, de plus en plus, que les gestionnaires (parfois monopolistes) d'un marché saturé.

Ne pouvant plus assurer de réelles améliorations à la classe ouvrière, les syndicats ne peuvent plus non plus, sous peine de détruire leur raison d'être, refuser le triste rôle d'"interlocuteurs valables" dans de pseudo-négotiations, dont la base même a disparu. Ils ne peuvent aussi que se plier, par avance, à toutes les trahisons, quitte parfois (en particulier dans les périodes de "reprise économique" conjoncturelles consécutives aux destructions massives d'une guerre) à lancer de "grandes campagnes revendicatives", sinistres singeries de luttes glorieuses mais révolues et dont le seul but est de s'assurer la confiance et la docilité des travailleurs.

Quant à l'unification de la classe, mouvement d'ailleurs provoqué par le développement capitaliste lui-même, elle se heurte aux limites que lui impose le cadre capitaliste à l'intérieur duquel elle se fait. Les morcellements qui subsistent, ne peuvent disparaître que par l'unification de la classe pour soi, dans la conscience de ses buts historiques.

Le processus d'intégration des syndicats à l'Etat capitaliste est irréversible et aucun des "remèdes" imaginés ne peut renverser ce courant.

Le syndicalisme révolutionnaire dans son confusionisme stérile, prétend utiliser un outil pour un usage auquel il est impropre. Ce faisant il déforme à la fois l'outil et le but, aboutissant aux retentissantes faillites de 1914, où il participa à la guerre, et de 1936 où il réorganisa l'économie espagnole pour le compte de l'Etat bourgeois républicain. Depuis, les syndicats révolutionnaires se caractérisent par leur nature de sectes (numériquement et théoriquement) prouvant par là que l'action syndicale et ses structures ne constituent plus aujourd'hui un support possible de l'action politique révolutionnaire.

Quant à prétendre reconquérir les syndicats, c'est oublier -que ce ne sont pas les chefs qui font les organisations mais très exactement le contraire -que le syndicat "manifestation directe de la fonction sociale du prolétariat" dans un mode de production historiquement périmé et n'ayant plus de rôle progressiste est inapte à servir de cadre au développement de la conscience de classe. L'histoire des cinquante dernières années a montré qu'une telle reconquête n'a d'ailleurs jamais pu avoir lieu.

Le fait même de la disparition de leur rôle progressiste enlève aux syndicats toute possibilité d'être des foyers de la pensée révolutionnaire, et, à plus forte raison, des "écoles du communisme".

En fait, aujourd'hui toute lutte ouvrière réelle remet en cause la solidité du système ; le prolétariat renaissant montre lui-même la voie en pulvérisant de plus en plus le carcan syndical (Mai 68 en France, Italie...) quand il ne l'attaque pas de front (Limbourg, Pologne).

Dans un tel contexte de résurgence mondiale du prolétariat, la tâche des révolutionnaires consiste à dénoncer le caractère contrarévolutionnaire de l'organisation syndicale, son inaptitude à réaliser l'union de la classe POUR SOI, seule tâche historique du moment.

Le prolétariat retrouve chaque jour un peu plus ses formes de lutte autonomes ; comités de grève, d'usine...Ce n'est que dans ces

organes vivants de la classe en lutte, où se développe la conscience ,
que les noyaux d'ouvriers révolutionnaires (dont les communistes doivent
encourager la formation) trouveront un rôle à leur mesure, celui que leur
fixait le Manifeste de 1848.

"Ce que Marx et Lénine ont fait ressortir à propos de l'Etat : à savoir que son organisation, malgré ce qu'elle contient de démocratie formelle, le rend impropre à servir d'instrument pour la révolution prolétarienne, vaut donc aussi pour les organisations syndicales. Leurs puissance contre révolutionnaire ne peut être ni anéantie , ni atténuée par un changement de personnes, par le remplacement des chefs réactionnaires par des hommes de gauche ou des révolutionnaires.

"C'est la forme organisatoire elle-même qui rend les masses à peu près impuissantes et qui les empêche de faire du syndicat l'instrument de leur volonté. La révolution ne peut vaincre qu'en détruisant cet organisme, c'est à dire en bouleversant de fond en comble cette forme organisatoire afin qu'il en sorte quelque chose de tout à fait autre."

Anton Pannekoek.

LES LUTTES DE "LIBERATION NATIONALE"

I

La formation de nouvelles nations n'est, et n'a jamais été une tâche historique du prolétariat. Tout au contraire. La nation est le cadre géo-économique spécifique au capitalisme, et la révolution prolétarienne entraînera l'élimination des nations.

Si au 19^e siècle des révolutionnaires comme Marx et Engels se prononcèrent en faveur de certains mouvements nationaux ce ne fut jamais parce qu'ils entretenaient des illusions là-dessus, ni non plus au nom des principes tels que " le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes " (1). Les raisons de cette attitude trouvaient leurs fondements dans les spécificités qui caractérisaient la lutte prolétarienne à cette époque.

En effet, au 19^e siècle, après le féodalisme, la constitution de certaines nations représentait une condition nécessaire au développement capitaliste et, à son tour, ce développement conditionnait encore toute possibilité de révolution prolétarienne triomphante.

Il était alors possible, dans une perspective prolétarienne d'appuyer ces mouvements qui pourtant - et personne ne se trompait là-dessus - ne visaient qu'à instaurer les conditions d'une exploitation plus féroce des travailleurs.

Aujourd'hui ces caractéristiques n'existent plus. Le capitalisme a atteint son plein développement depuis longtemps à l'échelle de la planète et les cadres nationaux ont cessé de constituer des conditions indispensables de développement pour se transformer en entraves de celui-ci. Entraves dont par ailleurs le capitalisme essaie d'éliminer les aspects les plus contraignants par des marchés communs, des zones de libre échange, des unions arabes ou autres collaborations internationales, mais en vain.

Les luttes de Libération nationale et la formation de nouvelles nations "indépendantes" auxquelles elles sont supposées aboutir, ont donc perdu aujourd'hui tout caractère progressiste du point de vue historique. Il ne leur reste au contraire que leur aspect profondément antiprolétarien.

II

LE MYTHE DES " PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT "

Les libérations nationales se sont multipliées à partir de la Ière et surtout de la IIème guerre mondiale.

Cependant l'écart entre pays industrialisés et tiers monde n'a fait que se creuser. Et sous la pression de l'exacerbation des contradictions internes du capitalisme, celui-ci ne pourra que s'approfondir chaque jour davantage.

En effet, on constate que simultanément:

- le chemin à parcourir par le tiers monde pour parvenir à un "rattrapage" s'allonge et exige des moyens de plus en plus importants.
- d'autre part, que la concurrence et les difficultés économiques mondiales rendent toujours plus inaccessibles à ces pays les moyens pour

(I) Ainsi Marx, favorable à la libération nationale polonaise, s'opposait à celle de la Tchécoslovaquie considérant que celle-ci ne constituait pas une condition de développement du capitalisme mondial. Encore est-il important de souligner qu'il s'agit d'un critère fondé sur une vision mondiale du développement capitaliste et non de celui de chaque nation. Marx justifie plus la libération nationale polonaise par la nécessité d'isoler la "très réactionnaire" Russie des modernes puissances capitalistes occidentales que par les besoins économiques propres à la Pologne elle-même.

y parvenir, en particulier au niveau des marchés mondiaux.

C'est une mystification savamment entretenue par l'idéologie capitaliste soucieuse de "déculpabilisation" et de ventes d'armements, que de présenter chaque nation du tiers monde comme une potentielle Angleterre du 19ème siècle.

Le système capitaliste est un tout dans le monde. Il est aussi illusoire de le concevoir sans pays sous-développés que de l'imaginer sans prolétaires.

III

LES LUTTES DE LIBERATION NATIONALE: UN MOYEN DE FOURNIR DE LA CHAIR A CANON AUX GUERRES INTER-IMPERIALISTES.

Depuis la première guerre mondiale le monde est définitivement partagé en zones d'influence impérialistes. Le rapport de force entre puissances peut changer mais aucun pays non industrialisé n'échappe à l'emprise de l'un des blocs.

Dans un tel monde, aucun état ne peut se libérer de l'emprise d'une puissance:

- 1° Sans l'aide d'une autre puissance,
- 2° Sans tomber par la suite sous la dépendance d'une ou de plusieurs autres.

La Chine ne fait véritablement exception à la règle qu'à partir de la rupture sino-soviétique. Après la prise du pouvoir par Mao-Tsé toung, la Chine tombe sous la domination soviétique. Et si depuis lors on peut dire qu'elle est parvenue à l'indépendance politique et militaire, on ne peut cependant pas affirmer qu'elle ait pu acquérir les véritables moyens de son indépendance économique. D'ailleurs, cette indépendance partielle est le produit d'une situation historique et géographique unique au monde, qui empêche toute généralisation à d'autres pays.

Il en découle que quelle que soit l'intention initiale des protagonistes, les luttes de libération nationale sont condamnées à se voir utilisées par un bloc impérialiste contre un autre.

Depuis la 2ème guerre mondiale, avec le développement effréné de moyens de destructions, les puissances mondiales ont fui tout affrontement direct, déplaçant le centre de leur bataille, vers les pays sous-développés. A cet effet, elles ont utilisé ou provoqué des luttes de libération nationale permettant de régler ainsi leurs conflits par victimes interposées.

Le capitalisme n'apportera pas de solution aux problèmes du tiers monde. Cinquante ans de libérations nationales n'ont apporté ni un développement véritable, ni, encore moins, le socialisme. A leur place ce sont des Etats artificiels qui ont surgi avec des régimes aussi dictatoriaux que dépendants des puissances dominantes. Ce sont les massacres comme ceux du Biafra, du Soudan, du Bengale, du Vietnam qui se sont multipliés.

Les luttes de libérations nationales sont de cette façon devenues plus que jamais uniquement un moyen pour recruter les paysans et prolétaires du tiers monde comme chair à canon des boucheries inter-impérialistes.

IV

L'ATTITUDE DU PROLETARIAT MONDIAL

"LES PROLETAIRES N'ONT PAS DE PATRIE"... Ni en Europe, ni en Asie, ni en Amérique du Nord, ni en Amérique du Sud.

La classe ouvrière n'a jamais participé en tant que classe autonome (encore moins sous son propre drapeau révolutionnaire) aux luttes de libération nationale. Elle en a au contraire été la victime. Appelant toujours les travailleurs à redoubler d'efforts dans la production -c'est à dire à subir "avec enthousiasme" une exploitation intensifiée- au nom du "nouvel intérêt patriotique", les différents gouvernements de libération nationale se sont toujours appliqués à mater toute tentative de mouvement authentiquement prolétarien. (L'attitude du Viet-Minh envers les grèves ouvrières de 46, ou celle de Nasser envers les luttes du prolétariat égyptien par exemple, sont particulièrement éloquentes à cet égard.)

La lutte contre l'impérialisme n'est pas l'appui des fractions les plus faibles du capital mondial contre les plus fortes, mais la lutte directe contre le CAPITAL DANS TOUS LES PAYS DU MONDE.

Dans le tiers monde, comme l'ont montré les grèves de 46 au Viet-Nam, l'insurrection de Shanghai en 27 en Chine, ou les violentes luttes ouvrières au Sénégal récemment ou en Amérique latine par exemple, la lutte contre le capital y est possible. Elle est la seule lutte dans laquelle le prolétariat de ces zones peut trouver son intérêt; car c'est uniquement à travers elle qu'il s'intègre à l'unité du prolétariat mondial _ seule capable de mener à bien la révolution socialiste.

Dans les pays industrialisés, la lutte des prolétaires contre l'impérialisme ne consiste pas à se faire les complices des bourgeoisies des pays du tiers monde (que celles-ci soient sous forme militaire, bureaucratique ou libérale), mais à détruire sa propre bourgeoisie, attaquant ainsi, en son centre vital même, la véritable source de l'impérialisme: le capitalisme mondial.

Dans le monde entier, ce qui aujourd'hui est à l'ordre du jour, ce n'est plus la formation de nouvelles nations ni une prolétarianisation des paysans du tiers monde, mais l'abolition des nations, du prolétariat et du système qui les a engendrés.

"L'Etat national, après avoir donné une impulsion vigoureuse au développement capitaliste, est devenu trop étroit pour l'expansion des forces productives. Ce phénomène a rendu plus difficile la situation des petits Etats encastés au milieu des grandes puissances de l'Europe et du Monde. Ces petits Etats, nés comme des fragments des grands, à différentes époques, comme la menu monnaie destinée à payer divers tributs, comme des tampons stratégiques, possèdent leurs dynasties, leurs castes dirigeantes, leurs prétentions impérialistes, leurs filouteries diplomatiques. Leur indépendance illusoire a été basée, jusqu'à la guerre, exactement comme était basé l'équilibre européen, sur l'antagonisme des deux camps impérialistes. La guerre a détruit cet équilibre..."

..."L'affranchissement des colonies n'est concevable que s'il s'accomplit en même temps que celui de la classe ouvrière des métropoles".

Premier Congrès de l'Internationale
Communiste.

FASCISME

ET

FRONTISME

Après avoir déclenché son soulèvement, c'est une classe ouvrière particulièrement avancée qui a été prise sous le feu roulant de la répression de l'Etat moderne. Partout où les travailleurs ont lutté pour renverser la domination démocratique du Capital, le fascisme a triomphé, porté au pouvoir par le capitalisme hautement développé et concentré des trusts et monopoles.

Historiquement, le fascisme se relie étroitement au ralentissement de l'accumulation dans les métropoles, résultat du rétrécissement du champ de réalisation de la plus-value. Tout comme l'interventionnisme général de l'Etat dans la vie économique, dans les pays à coloration démocratique ou socialiste, le fascisme répond au besoin de défendre les profits menacés du Capitalisme, et de s'emparer des débouchés extérieurs voisins.

Momentanément, le capitalisme a réussi à maîtriser ses contradictions et à relancer le cycle économique après le premier conflit mondial. Cette reprise n'a pu se faire qu'en écrasant le prolétariat, ensuite en réduisant la production de moyens de consommation au profit de la production de guerre et des grands travaux.

Incapable de permettre le développement des forces productives de façon continue, la bourgeoisie démocratique a employé la dictature ouverte une fois la révolution écrasée. Il a été fait appel alors

à la méthode fasciste comme superstructure pour achever le processus précédemment entrepris par la méthode démocratique.

Le fascisme n'est pas un nouveau mode de production, et n'a point le monopole de la violence contre le prolétariat. Il n'est qu'une forme temporaire du capitalisme produit dans la phase impérialiste, elle-même façonnée par le libéralisme. En cela il n'apporte aucune originalité de programme au capitalisme qui reste un mode de production basé sur la réalisation du profit et l'accumulation du capital.

Ainsi la législation national-socialiste favorisa le renforcement du mouvement des concentrations industrielles par l'élimination des petites entreprises. En France, le Front Populaire procéda dans la même direction.

Dans la phase d'exacerbations impérialistes, peu importe le manteau dont se recouvre le Capital. Fasciste ou démocratique, l'Etat passe d'énormes commandes à l'industrie lourde, utilise la plus grande partie du résultat de la croissance de la production à des fins militaires et à des dépenses de guerre.

Entre l'Etat démocratique et l'Etat fasciste il y a une solution de continuité. L'un et l'autre n'ont jamais été que deux formules successives de direction capitaliste pour anéantir le mouvement prolétarien.

Pendant son ultime phase impérialiste, le capitalisme est mis dans la difficulté de développer les forces productives. Son dernier recours est de convertir d'énormes quantités de forces productives en futures forces destructives. L'industrie de guerre est désormais un moteur essentiel du Capitalisme, et seule, après la politique des grands travaux, peut contenir la montée du chômage.

Le Capitalisme se convulse dans les douleurs annonciatrices de son effondrement prochain, et, plus il s'en rapproche, plus ses tentatives dictatoriales et liberticides s'accroissent.

A la lumière de la vague révolutionnaire qui a duré de 1917 à 1923 dans une Europe saignée à blanc, nous affirmons que le fascisme ne fait pas subir au prolétariat de plus atroces persécutions que la démocratie parlementaire avec son cortège de chômage et de misère. De l'Allemagne aux Asturies, d'Italie à la Bavière, la répression sanglante des prolétaires s'est faite par les très démocratiques forces policières, militaires, judiciaires, et syndicales de la bourgeoisie.

II

- Pour les démocrates, le fascisme est une régression de la trajectoire historique vers la barbarie, une violation du droit international et de la concorde régissant les rapports entre états civilisés. Le déroulement des événements n'aurait donc plus rien à voir avec la lutte de classe parce que tout dépendrait dès lors, de l'affrontement entre DEMOCRATIE et FASCISME.

- Depuis que, par sa brutale contre-offensive, le capitalisme a écrasé la seule force pouvant conduire à terme la rébellion des forces productives contre les rapports de production bourgeois vers sa matérialisation communiste, l'anti-thèse historique PROLETARIAT/ BOURGEOISIE a été remplacée par une figure de rhétorique parfaitement mystificatrice: FASCISME/DEMOCRATIE.

- Invariablement, le battage idéologique orchestré autour de la bannière des "droits" et de la "liberté" se termine par de terribles carnages impérialistes où le Capital dévore ses propres composants en surnombre. Pour un temps déterminé, la croisade anti-fasciste scelle la communauté d'intérêts industriels et commerciaux de la bourgeoisie occidentale et de l'Etat russe contre l'ennemi "totalitaire". L'essence du conflit était purement économique; la lutte pour les débouchés commerciaux et sources de matière première aboutit à la constitution de deux blocs antagonistes et dicta leur politique. Elle s'est conclue par un effroyable bilan: des millions de travailleurs des deux camps en présence ont été anéantis pour sauver le capital.

- L'unique moyen de battre le fascisme réside dans une lutte sans merci contre le capital, ce qui doit exclure a fortiori les alliances du type Front Populaire. De l'époque de développement ascendant du capitalisme à sa phase sénescence, la communauté d'intérêts entre prolétaires et bourgeois s'achève dans les flammes de la guerre civile. Ainsi, en appeler à la "démocratie", aux "grands principes de 89", c'est vouloir retourner à l'âge d'or des mensonges populaires, c'est vouloir sceller une nouvelle époque de collaboration de classes. En définitive, ces idées servent à enchaîner les travailleurs au char capitaliste et à les entraîner vers une extermination massive.

- C'est pourquoi le prolétariat doit suivre sa propre voie tracée par la lutte des combattants prolétariens de 1848, 1871 et des années 20. La lutte révolutionnaire exige donc une rigueur principielle résultat de sa réflexion théorique et de ses expériences passées. En aucun cas, elle ne peut tolérer les compromis politiques de classes ennemies, les soi-disant tactiques souples, les contorsions et autres gymnastiques qui transforment son programme en bouillie inconsistante.

- Ainsi, la tactique dite de la 2e période élaborée par l'"I.C." doit être définitivement rejetée. Elle a conduit les travailleurs

à établir des alliances avec des partis bourgeois de rechange, a rapidement glissé vers le ministérialisme, le chauvinisme et, au bout du compte, à l'union sacrée avec le capitalisme national.

- Les tâches des révolutionnaires sont complexes et très ardues. Pour que leur résultat soit efficace, elles demandent une activité débarassée des illusions démocratiques, et doivent s'inspirer constamment des acquis historiques. Avant toute chose, la garantie de succès repose sur la pleine indépendance d'action et l'autonomie du prolétariat. Celui-ci doit marcher à la lutte conscient que les démocrates de tous bords ne sont pour lui que des ennemis à vaincre par sa dictature de classe.

-Aussi, pas d'utilisation d'expédients, pas de course hâtive avec les fractions libérales du capitalisme pour barrer la route au fascisme, mais rupture complète et dénonciation de tout bloc en vue d'établir un programme de transition à la manière trotskyste.

Aujourd'hui, pas d'alliance avec les fusilleurs en puissance de demain et à plus forte raison avec ceux d'hier: Pour tout pays sans exception, le cri de guerre du prolétariat sera celui de sa dictature pour démolir de fond en comble tout le mécanisme grippé de l'appareil d'Etat, le disperser jusqu'au moindre engrenage, et élever sur ses ruines le nouveau pouvoir des Soviets.

RESTENT DISPONIBLES:

- R. I. N° 4 : Théorie et lutte de classe — L'anarchisme en Espagne 36 — Le conflit sino-soviétique — Le problème paysan .
- R. I. N° 5 : Gauche et mystification aux U.S.A. — Lutte de classe en Pologne capitaliste — A propos de la Commune — La décadence du capitalisme (1) — La fin des illusions.
- R. I. N° 6 : L'Irlande — Réponse à Daniel Guérin — la crise (1) — L'opportunisme trotskiste en Bolivie .
- R. I. N° 7 : Nixon en Chine — Les zigzags de l'invariance La crise (2) — Volontarisme et confusion .

o o o o o

VIENT DE PARAITRE:

Cahiers du Communisme de Conseils N° 12
(dernier numéro)

ELECTORALISME

ET

PARLEMENTARISME

I

Notre position sur la nécessité de la part du prolétariat du rejet catégorique de toute participation au parlementarisme et à l'électoratisme en général ne repose pas sur un dogme moral, abstrait et éternel du bien et du mal, propre à l'anarchisme, mais sur l'appréciation de conditions concrètes, réelles du déroulement de la lutte de classe dans la période actuelle du capitalisme décadent.

A la base de la pensée révolutionnaire se trouve la connaissance de la réalité sociale objective, qui dans le capitalisme détermine la nécessité et la possibilité de la transformation radicale de la société en finissant pour toujours avec la division de celle-ci en classes, avec l'exploitation et l'oppression des classes dominantes

C'est parce que les intérêts de la classe ouvrière, par la place qu'elle occupe dans le procès social de production, coïncide pleinement avec cette nécessité objective que sa lutte de classe acquiert un sens historique et fait d'elle la seule classe révolutionnaire dans la société actuelle.

Parce que le socialisme n'est pas un "idéal" à atteindre, mais un but inscrit objectivement dans le fait social, les voies de sa réalisation ne sont pas l'effet d'un volontarisme libre et hors du temps mais sont étroitement liées aux conditions dans le cadre desquelles se déroule la lutte de classe du prolétariat.

II

Tant que le système capitaliste n'était pas développé au point d'entrer en contradiction insurmontable avec les forces productives dont il avait assuré le développement, le prolétariat ne pouvait échapper à la condamnation de vivre et de subir l'enfer de l'exploitation capitaliste. Sa lutte d'alors, se trouvant forcément circonscrite dans les cadres de la société capitaliste, ne pouvait pas ne pas se donner pour tâche la défense de ses intérêts immédiats, tant économiques que de liberté politique, et l'exercice, par ses luttes, de la plus grande pression pour arracher le maximum de réformes que le capitalisme était à même de lui concéder. En même temps, le prolétariat réalisait ainsi les conditions de sa lutte révolutionnaire future et inévitable, et s'y préparait lui-même: par la lutte pratique et la réflexion théorique, par l'organisation, la cohésion et la cohérence, il se rendait apte à l'accomplissement de sa mission historique. Le suffrage universel et le parlementarisme constituaient un terrain, entre autres, de la lutte générale du prolétariat.

III

Le parlementarisme est la forme appropriée de l'organisation de la vie politique de la société bourgeoise. L'intégrale participation du prolétariat à la vie politique et donc aussi dans les campagnes électorales, dans ces conditions d'immaturation historique de la révolution sociale, si nécessaire qu'elle fut, présentait indéniablement de graves dangers de dévier la conscience du prolétariat de sa mission révolutionnaire, de semer des illusions de transformation graduelle possible du capitalisme, et finalement de tendre à son intégration dans cette société.

Tout le long de l'histoire du mouvement ouvrier, le marxisme révolutionnaire devait mener une bataille acharnée contre le réformisme triomphant, dans cette période de pleine expansion du capitalisme. Il rappelait sans cesse que les institutions parlementaires ne sont que la forme sous laquelle le capital exerce sa domination sur la société; il dénonçait le "crétinisme parlementaire", qui s'imaginait que le prolétariat pourrait, au moyen du bulletin de vote et des réformes, arracher le pouvoir politique au capitalisme. Tout en reconnaissant la nécessité et les possibilités de la lutte du prolétariat pour des réformes, il mettait en évidence les limites objectives de réformes possibles, l'inévitabilité de la crise générale du système capitaliste posant à l'ordre du jour la nécessité de la révolution. La lutte pour les réformes immédiates ne pouvait prendre sa vraie signification, que dans cette perspective, rattachée à cette finalité, et comme un moment de préparation de cette finalité.

IV

La IIIème Internationale, à sa fondation, n'est pas seulement une rupture définitive avec la vision réformiste du parlementarisme, qui voyait dans le parlement l'organe possible de transformation graduelle du capitalisme, mais elle va bien plus loin en proclamant que désormais, le parlement a cessé d'être un terrain de lutte pour une quelconque réforme, même partielle.

"...Le parlement ne peut être en aucun cas, à l'heure actuelle le théâtre d'une lutte pour des réformes et pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière, comme il arriva à certains moments à l'époque antérieure."

"Dans les conditions actuelles, caractérisées par le déchainement de l'impérialisme (...) les réformes parlementaires, dépourvues d'esprit de suite et de stabilité et conçues sans plan d'ensemble ont perdu toute importance pratique pour les masses laborieuses."

(Thèses sur le parlementarisme-2e congrès de l'Internationale communiste)

C'est en prenant, "pour point de départ l'étude théorique de notre époque" (apogée du capitalisme, tendance de l'impérialisme à sa propre négation et à sa propre destruction, aggravation continue de la guerre civile, etc...) que la 3e internationale proclame non seulement "que les réformes parlementaires ont perdu toute importance pratique pour les classes laborieuses", mais encore que "le centre de gravité de la vie politique actuelle est complètement et définitivement sorti du parlement!"

V

Cette analyse, absolument juste, de la nouvelle période, du déclin du capitalisme, de la nature générale du parlement et de son rôle effacé dans le présent n'a cependant pas amené l'Internationale à rompre complètement avec la participation aux campagnes électorales et au parlementarisme. Elle a seulement substitué à l'ancienne, une nouvelle politique dite du "parlementarisme révolutionnaire".

Deux arguments ont été avancés pour justifier cette politique de parlementarisme révolutionnaire : l'utilisation des campagnes électorales en vue d'une large agitation politique révolutionnaire, et l'utilisation de la tribune parlementaire comme point d'appui supplémentaire, pour seconder de l'intérieur la lutte du prolétariat pour la destruction même du parlement.

Ces deux arguments se sont montrés tant illusoire que fallacieux. Ils ne faisaient que manifester jusqu'à quel point, même la minorité révolutionnaire restait prisonnière des traditions passées et des formes de lutte surannées.

VI

Des dizaines et des dizaines d'années de parlementarisme et de démocratie bourgeoise et de pratique réformiste pesaient très lourdement sur le prolétariat et rendaient extrêmement difficile son effort d'élever son action à la hauteur des tâches que les nouvelles conditions objectives de crise du capitalisme lui imposaient. La tâche urgente qui s'imposait était la rupture la plus radicale avec les anciennes formes de lutte et d'organisation et les illusions qui s'y rattachaient.

Toutes les affirmations sur la portée limitée de l'action de participation et d'utilisation des campagnes électorales, toutes les mesures prises afin de subordonner cette activité à l'action générale extra-parlementaire du prolétariat, ne servaient à rien du moment que l'on mobilisait les ouvriers sur un terrain désormais inutilisable pour la lutte de classe.

Quels que pouvaient être les bonnes intentions et les motifs invoqués, le seul résultat de la participation électorale ne pouvait être que le maintien et le renforcement des illusions parlementaristes dans la classe ouvrière et cela bien plus dans les pays hautement industrialisés que dans les pays arriérés.

Quant à l'utilisation de la tribune parlementaire pour "détruire cette institution de l'intérieur", les espoirs furent encore plus déçus. Malgré la multiplication des précautions prises afin de sauvegarder la pureté des députés communistes, jamais l'ignominie des "élus ouvriers" n'avait été aussi flagrante. Si en défense de sa thèse de la possibilité de l'utilisation de la tribune parlementaire, l'I.C. pouvait citer entre les milliers d'"élus" corrompus quelques rares noms tels que Karl Liebknecht en exemple, on ne trouvera plus un seul nom à citer depuis l'inauguration du parlementarisme révolutionnaire. La raison en est bien simple: c'est que les parlements s'étant vidés de toute vie politique réelle sont devenus uniquement les lieux de prédilection de l'intrigue et de la corruption et n'offrent plus aucune place pour une manifestation révolutionnaire.

VII

L'utilisation révolutionnaire du parlementarisme implique en outre une vieille conception du rôle du parti et de sa relation avec la classe. Elle stipule la reproduction par le mouvement ouvrier, du type d'organisation propre à la société bourgeoise où les classes ne peuvent s'exprimer qu'au travers d'une délégation de pouvoir à des partis politiques, à qui elles "confient" leur sort et qui s'instituent comme des directions spécialisées. L'action révolutionnaire du prolétariat, au contraire, ne peut être réellement révolutionnaire et se développer comme telle qu'en devenant une action de masse. Sa nature révolutionnaire exige l'intervention et la participation directe des grandes masses,

décidant et assumant pleinement et à tout moment la responsabilité de leur action. L'électoratisme, en mettant l'accent sur l'action des partis, loin de servir de stimulant à l'éclosion des énergies créatrices des masses freine celle-ci tout en entretenant des illusions et provoquant la passivité.

VIII

Un lien indissoluble existe entre les formes de luttes et les objectifs qu'on se propose d'atteindre.

L'erreur de base de l'I.C. et de sa politique parlementariste consistait à vouloir injecter dans des luttes à objectifs réformistes, correspondant à une période révolue, un contenu nouveau révolutionnaire. Ce faisant elle croyait naïvement pouvoir élever les "formes" à la hauteur du contenu nouveau, alors qu'inévitablement c'est le contenu qui devait se trouver déformé, estropié au point de perdre tout son caractère révolutionnaire.

Le parlementarisme appartient à une époque révolue de la lutte de classe et rien ni personne ne saurait le rajeunir.

A l'époque actuelle du capitalisme sénile, d'exacerbation de toutes ses contradictions, le capitalisme est amené à se débarrasser et à nier lui-même les formes démocratiques et parlementaires de sa domination politique et à les remplacer par des méthodes plus brutales, plus directes, de plus en plus totalitaires.

En se raccrochant à la politique de participation électorale et au parlementarisme, même et surtout en lui accolant l'étiquette d'utilisation révolutionnaire, on ne fait que mobiliser les ouvriers sur du sable mouvant où ils ne peuvent que s'engloutir.

IX

Sous le prétexte, même sincère, mais néanmoins illusoire, de pouvoir utiliser l'électoratisme et la tribune parlementaire demain, on est amené en fait à soutenir et renforcer aujourd'hui les planches pourries de la tribune de ce parlement qui craque de toutes parts. Alors que tout l'édifice de la société capitaliste et ses parlements putréfiés tendent à s'écrouler, il n'appartient pas au prolétariat de s'y maintenir mais de s'éloigner le plus possible en saluant joyeusement l'effondrement qui ensevelira tous les participants.

X

Toutes les participations électorales ne peuvent certes

rien pour sauver le capitalisme et ses institutions de l'effondrement qui est inévitable. Mais elles peuvent, par contre, détourner le prolétariat de sa tâche historique : la transformation révolutionnaire de la société.

Tout groupe politique qui, sous quelque prétexte que ce soit, préconise aujourd'hui la participation électorale ne commet pas simplement une aberration mais s'inscrit dans la longue liste de forces entravant la marche en avant de la lutte du prolétariat. Leur dénonciation implacable est une des tâches constantes des révolutionnaires. —

"Il n'est pas exclu qu'on suppose une aggravation de la tension sociale susceptible de dégénérer en épreuve de force propice à toutes sortes de provocations, qui pourraient être bénéfiques aux intérêts politiques de la majorité à la veille des élections politiques.

"Nous sommes tout à fait conscients de ce danger. On aurait tort de croire, en haut lieu, que nous sommes prêts à tomber dans le panneau...

"... nous réaffirmons que nous ne ferons rien qui soit de nature à perturber les élections et le déroulement de la campagne électorale."

Georges Séguy

(Le Monde, 25/11/72)

LE CAPITALISME D'ETAT

Une des caractéristiques essentielles du Capitalisme des 60 dernières années est le renforcement de l'appareil d'Etat.

L'Etat, simple gendarme au service de la bourgeoisie au 19e siècle, est devenu au cours du 20e siècle un des principaux (sinon le principal) capitalistes dans tous les pays. Parallèlement, son contrôle s'est étendu à tous les domaines de la vie sociale.

L'aboutissement ultime de cette tendance peut être reconnu dans la forme prise par le capitalisme dans les pays dits "socialistes".

Le terme de CAPITALISME D'ETAT est sans aucun doute le meilleur pour définir cette forme du système. En effet, sa caractéristique principale est la prise en mains par l'Etat de l'ensemble des moyens de production. Ceux-ci restent une PROPRIETE PRIVEE en ce sens que l'ensemble des travailleurs reste "privé" de tout contrôle ou propriété sur eux. La séparation du travailleur d'avec les moyens de production à travers le salariat, caractéristique fondamentale du Capitalisme, est poussée à l'extrême .

Les moyens de production n'y constituent une " propriété collective " que pour la bureaucratie qui les gère "collectivement" et qui constitue la direction de l'appareil d'Etat.

"Les moyens de production appartiennent à l'Etat et l'Etat appartient à la bureaucratie".

BOURGEOISIE ET BUREAUCRATIE

Cette bureaucratie joue un rôle bien déterminé dans le processus de production. Elle constitue en ce sens une classe. Mais il ne s'agit pas d'une "NOUVELLE" classe. Elle n'est pas distincte de la bourgeoisie telle qu'elle existe dans le capitalisme "classique", où elle possède les moyens de production sous un rapport juridique de propriété individuelle. Sa fonction est la même : assurer l'extirpation de la plus-value, puis réaliser l'accumulation de celle-ci selon les besoins du capital national. Le fait qu'elle ajoute des fonctions politiques à ses fonctions économiques ne change en rien sa nature de classe, au contraire. La bureaucratie en capitalisme d'Etat n'est qu'une forme juridique particulière, une fraction de la bourgeoisie mondiale.

Le "mobile" de son activité reste le PROFIT (et non la production pour la production comme on a voulu parfois le définir). Ce profit est le même que dans les pays de capitalisme classique, c'est à dire la plus-value extirpée aux travailleurs dont une partie est affectée à la consommation personnelle de la classe dominante. Les quelques différences existant à ce niveau sont purement formelles :

-cette partie de la plus-value est perçue par la bureaucratie non sous la forme de dividendes d'actions ou d'obligations, mais à travers un revenu régulier à forme "salariale", dont le montant est des dizaines ou des centaines de fois supérieur au salaire d'un ouvrier.

-La sanction personnelle, quand elle existe, à une mauvaise gestion capitaliste n'est plus une faillite mais une perte du poste c'est à dire de la fonction source de revenus.

Il faut ici noter que ces différences tendent à s'estomper. De plus en plus, le salaire des bureaucrates directement attachés aux entreprises est lié aux résultats de leur efficacité à travers des systèmes de primes (réforme Lieberman de 1965 en URSS et dans les pays de l'Est). Parallèlement, dans les pays occidentaux, les cadres supérieurs "salariaés", touchent une fraction croissante de la part des profits destinés à la consommation de la classe dominante.

CAPITALISME D'ETAT ET SOCIALISME

Du fait que l'expropriation des capitalistes "type classique" et la planification centralisée de l'économie peuvent être des mesures liées à l'idée de socialisme, le capitalisme d'Etat - qui entraîne en effet la disparition d'un certain type de propriété capitaliste et une planification centralisée - a été présenté comme synonyme de socialisme ou du moins comme apparenté (régimes "ouvriers dégénérés" des Trotskyistes)

Mais l'expropriation de ces capitalistes n'a pas un sens prolétarien par elle-même. Elle ne constitue une mesure révolutionnaire

que si elle aboutit à une réappropriation des moyens de production par l'ensemble des travailleurs eux-mêmes. Elle est alors un MOMENT de la lutte contre l'exploitation. Mais exproprier les capitalistes "privés" pour concentrer tout le capital aux mains de l'Etat, les travailleurs continuant d'être exploités à travers le salariat, ce n'est que renforcer l'exploitation capitaliste.

Pas plus que l'étatisation de la production, la planification de celle-ci ne constitue une garantie de socialisme. La planification dans un système fondé sur le salariat ne peut être qu'une planification de l'exploitation. Loin d'éliminer l'exploitation, on cherche à la rendre plus efficace.

CAPITALISME D'ETAT ET DECADENCE DU CAPITALISME

D'un certain point de vue, le capitalisme d'Etat est la forme de capitalisme la plus opposée au socialisme, car elle est celle qui correspond à la lutte du capitalisme contre son effondrement.

L'évolution du capitalisme vers sa forme étatique résulte de la nécessité pour le système de faire face aussi bien à ses contradictions internes qu'à la menace de son bouleversement par la révolution prolétarienne.

L'interventionisme économique de l'Etat, banni par le capitalisme libéral du 19e siècle, n'a conquis son développement qu'à "la faveur des difficultés du système".

L'intensification des contradictions inter-impérialistes (première manifestation des difficultés économiques mondiales) a constitué un accélérateur particulièrement puissant de ce processus. En effet la concurrence économique élevée au niveau international rend l'économie de chaque nation particulièrement dépendante de son Etat. Celui-ci constitue le seul organe dont dispose le capital d'un pays pour s'exprimer en tant qu'unité, en tant que bloc aux intérêts distincts: conquête de zone d'influence, ou défense du marché national, guerre interimpérialiste ou préparation de celle-ci, défense de la monnaie nationale ou conclusion d'accords internationaux, seul l'Etat peut agir au nom de tous les capitalistes d'une même nation ou, plus exactement, au nom des intérêts du capital national.

Par là même, l'Etat s'avère être le SEUL capable d'appréhender dans toute leur globalité ces intérêts. Il est ainsi l'instigateur et l'instrument naturel de toute politique économique globale, de toute action macro-économique au sein de la nation. Tout ce qui concerne les difficultés économiques globales, les menaces de crise, et les moyens de s'en dégager est donc affaire de l'Etat.

Aussi, lorsqu'au 19e siècle, le capitalisme connaît sa phase historique ascendante de libre expansion (la politique impérialiste

se résumant surtout à une conquête facile du monde par quelques puissances ; les difficultés économiques internes ne dépassant pas le niveau de crise cycliques de croissance) le rôle économique de l'Etat existait certes, mais demeurait d'une importance secondaire. "Non interventionnisme" et "Libre échange" sont les mots d'ordre du capital.

Rien de tel à partir de la deuxième décennie du 20^e siècle. Lorsque conquête de nouveaux marchés devient synonyme de repartage du monde, lorsque guerre impérialiste implique guerre mondiale, lorsqu'expansion économique devient dépendante de politique budgétaire et d'industrie d'armement, lorsqu'enfin crise économique veut dire dépression de 1929, l'interventionnisme de l'Etat doit devenir une nécessité quotidienne.

C'est la première Guerre Mondiale et la crise de 1929 qui ont marqué le véritable début du renforcement spectaculaire de l'Etat capitaliste.

"L'Etat est l'aveu que la société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même" disait Engels. Son rôle est d'estomper les conflits régnant dans la société, de les maintenir dans les limites de l'"ordre".

Le développement et le renforcement de l'Etat sont ceux de ces conflits. Développement des conflits entre capitalistes d'une même nation, des conflits entre différentes fractions du capital mondial, des conflits entre classes antagonistes et de façon générale exacerbation du conflit global entre le développement des forces productives et le cadre social devenu trop étroit, voilà les racines véritables de la tendance vers le capitalisme d'Etat.

De par ses propres mécanismes, la société capitaliste tend à se désagréger de toutes parts. La force totalitaire de son Etat intervenant à tous les niveaux, contrôlant tout, devient dès lors un facteur essentiel du soutien du vieil édifice capitaliste. Le processus déjà aperçu par Engels atteint son plein développement: "L'Etat... ce pouvoir né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle...lui devient de plus en plus étranger".

Il n'y a donc dans la tendance au capitalisme d'Etat, rien de "socialiste", ni d'"ouvrier". Les nationalisations d'entreprises ou la participation des syndicats aux commissions économiques gouvernementales etc... ne sont pas des "conquêtes ouvrières", ni de quelconques "pas vers le socialisme", mais des coups de force du Capital pour survivre.

Le Capitalisme d'Etat est la forme que tend à prendre le capitalisme dans sa phase de déclin.

"TROISIEME SYSTEME" ?

De même que ni le développement des sociétés par action, ni la formation de trusts et monopoles n'ont rien changé aux fondements mêmes du système capitaliste, de même la prise en mains des moyens de production par l'Etat ne donne au système une nature historique différente.

On a cependant voulu voir dans le capitalisme d'Etat un système nouveau qui aurait résolu les contradictions du capitalisme sans pour autant être le socialisme. Il constituerait donc une "troisième alternative" possible, (voire nécessaire) au dilemme capitalisme ou socialisme. (cf: la revue "Socialisme ou Barbarie")

Sous sa forme étatique, le capitalisme parvient en effet à se débarrasser de quelques-uns de ses aspects encombrants: l'élimination de la propriété individuelle sur les principaux moyens de production, par exemple, réduit l'anarchie interne résultant de la concurrence entre divers capitalistes dans le capitalisme "privé". Mais, ce ne sont que des aspects secondaires, superflus, du système qui peuvent être atteints. Les contradictions fondamentales du système demeurent tout autant que les lois essentielles qui les engendrent: salariat, production marchande, profit, accumulation du capital.

Aussi, l'élimination de certaines contradictions n'aboutit-elle qu'à renforcer les contradictions principales (l'élimination de la concurrence interne -pour prendre le même exemple- continue à accroître l'efficacité de l'économie nationale dans la concurrence internationale, qui dès lors s'en trouve d'autant plus exacerbée.)

Dans la phase de déclin capitaliste, le rôle de l'Etat consiste à tenter de donner artificiellement aux mécanismes capitalistes la force qu'ils perdent objectivement. Le système ne s'impose plus à la société comme une nécessité matérielle (eu égard au degré de développement des forces productives) mais de plus en plus par la violence de son Etat. Mais les contradictions principales ne s'en trouvent pas résolues pour autant. Tout au plus, leurs conséquences sont-elles retardées. Ce faisant, elles cumulent une violence d'autant plus grande qu'elles ne cessent objectivement de s'exacerber (une crise économique mondiale aurait actuellement des conséquences bien plus vastes qu'en 1929; de même la violence que prennent les conflits sociaux dans les pays de l'Est montre à quel point la force de l'Etat n'a fait que porter à leur point d'explosion les antagonismes fondamentaux du capitalisme.)

Il n'y a pas de système intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme. Il n'y a qu'un capitalisme qui (tout comme la Rome antique ou la Féodalité pendant leur phase de décadence) prend les formes totalitaires et étatiques de son déclin.

LA TENDANCE AU CAPITALISME D'ETAT

Le capitalisme d'Etat n'atteint nulle part au monde sa forme théorique pure, c'est à dire la possession et le contrôle par l'Etat de TOUS les moyens de production. Cependant, dans tous les pays du monde, le capitalisme tend vers sa forme étatique.

De façon générale, une nation tend d'autant plus vite vers le capitalisme d'Etat qu'elle subit avec plus d'intensité les contradictions du capitalisme décadent.

Deux facteurs sont particulièrement déterminants:

1° l'ampleur des difficultés économiques auxquelles est en proie la nation en question (ce qui est lié à sa position de force sur le marché mondial),

2° l'importance de la fraction du capital détenu sous la forme classique privée individuelle et l'efficacité de celle-ci.

Ainsi les pays sous-développés, qui ne sont pas de "JEUNES CAPITALISMES" mais les secteurs les plus faibles du capitalisme mondial décadent sont ceux qui évoluent le plus facilement vers le capitalisme d'Etat. La faiblesse de la bourgeoisie privée, due à sa nature compradore, liée en général aux puissances étrangères favorise cette tendance.

Dans les pays industrialisés où l'existence de grands trusts privés freine cette évolution, les économies les plus étatisées sont celles dont la situation internationale a connu le plus de faiblesse. L'expansion de l'emprise de l'Etat y fait des bonds, lorsque la situation économique se dégrade (nationalisations d'entreprises déficitaires, politique de relance économique, grands travaux etc...). Elle est relativement freinée lorsqu'une amélioration se fait sentir. (Il se produit même parfois des tentatives de "reprivatisation" de secteurs anciennement nationalisés. Tentatives qui aboutissent régulièrement à des échecs. Cf: fer et acier en Grande Bretagne).

Qu'elle se réalise à travers un mouvement violent et accéléré, ou par des processus lents et réguliers, la tendance au capitalisme d'Etat est devenue irréversible. Aussi irréversible que le déclin capitaliste.

LE CAS DE LA RUSSIE

Malgré les apparences dues à l'aspect très particulier du cas de la Russie, le capitalisme d'Etat a eu dans ce pays les mêmes cau-

ses profondes que dans les autres nations. L'analyse du problème a été obscurcie du fait de la nature prolétarienne de la révolution d'octobre 1917.

En 1917, prédominait en Russie un capitalisme de type "privé"; quelques années plus tard, un capitalisme d'Etat presque intégral régnait sur toute l'économie. De constater cela à déduire que le capitalisme d'Etat était le socialisme ou bien qu'il fallait une révolution de type "bolchévique" pour que triomphe le capitalisme d'Etat, il n'y avait qu'un pas. Pas qui a d'ailleurs été franchi TROP SOUVENT, aussi bien dans un sens par les diverses oppositions trotskystes, que dans l'autre par des tendances d'ultra-gauche à inclination anarchiste, mais toujours au grand profit du stalinisme dont l'idéologie repose sur cette confusion.

En fait, le prolétariat russe n'a jamais eu la possibilité de s'attaquer véritablement à la construction d'un nouveau type de rapports de production. Une telle possibilité ne pouvait lui être donnée que par la collaboration du reste de la classe ouvrière mondiale. C'est en effet au niveau international que se joue le sort des luttes du prolétariat, aussi bien pour ce qui concerne son but historique: le socialisme, que pour ses luttes parcellaires.

Or, à l'échelle internationale, après octobre 1917, c'est un rapport de forces défavorable au prolétariat qui s'établit, forçant la révolution russe à l'isolement. Cet isolement international d'autant plus ressenti que le degré de développement des forces productives en Russie elle-même était faible, a rendu inéluctable et l'échec du mouvement prolétarien et la reconstruction des rapports capitalistes à la fin de la guerre civile et du "communisme de guerre".

Dès lors, la situation objective de la Russie n'était autre que celle d'un pays capitaliste retardé, cherchant à se développer dans un monde dominé déjà par la barbarie du capitalisme décadent.

L'Union Soviétique était donc soumise, comme tout autre pays à la tendance générale vers le capitalisme d'Etat.

Des facteurs spécifiques ont fait aboutir cette tendance plus rapidement en Russie que partout ailleurs:

- 1° faiblesse et désorganisation extrême de l'économie à la suite de la première guerre mondiale et de la guerre civile,
- 2° Impuissance ou inexistence du secteur économique privé à la suite d'Octobre 17,
- 3° Bureaucratisation de la société sous la direction du parti Bolchévique devenu au cours de la guerre civile le porte parole de l'idéologie du "Capitalisme d'Etat".

Ces spécificités ne font pas de l'Union Soviétique un phénomène "à part". Elles rendent compte uniquement de la façon dont un phénomène global s'est concrétisé dans un cas spécifique et pourquoi ce fut en Russie qu'il le fit pour la première fois.

BLOC DE CAPITALISME D'ETAT ?

Avec la seconde guerre mondiale, l'Union Soviétique est devenue une des premières puissances impérialistes mondiales. Pour les besoins de son économie, elle a soumis tous les états de sa zone d'influence à un capitalisme d'Etat plus ou moins semblable au sien; on en a déduit une nature particulière de sa politique étrangère. L'antagonisme USA - URSS ne serait plus de nature impérialiste mais d'ordre politique ou idéologique. Un des plus féroces impérialismes de notre époque se voyait ainsi décerner le titre de porte-parole de l'"anti-impérialisme".

Il a cependant suffi qu'un autre pays à capitalisme étatisé, la Chine, commence à chercher une place dans le partage du monde, (provoquant ainsi le conflit sino-soviétique) pour que ce mythe apparaisse dans toute son absurdité.

Il n'y a pas de blocs "anti-impérialistes" ou "non-impérialistes", ni de conflits "idéologiques" entre Capitalisme d'Etat et capitalisme "privé"; il n'y a que des puissances impérialistes en concurrence. Le degré d'étatisation de leur économie respective ne change rien à la nature de leurs antagonismes, ni aux alliances possibles dans d'éventuels conflits.

LES "PARTIS COMMUNISTES" et le CAPITALISME D'ETAT

Les différents "partis communistes" du monde, qu'ils se rattachent à Moscou ou à Pékin, constituent les principaux champions du capitalisme d'Etat. En tant que tels, ils ont montré que loin d'être des simples "agents de l'étranger", ils sont les plus authentiques défenseurs du capital national.

Ils sont craints par les capitalistes "privés" parce qu'ils peuvent représenter la menace de leur expropriation. Ils sont souvent indispensables à ces mêmes capitalistes parce qu'ils sont devenus avec les syndicats les principaux organes d'encadrement de la classe ouvrière ainsi que les plus efficaces défenseurs des rapports capitalistes.

Depuis près de 50 ans, il n'est de mouvement prolétarien qui n'ait été "trahi", ou tout simplement écrasé par un des P.C. officiels du monde. Ce n'est là ni une coïncidence, ni un excès de félonie.

des Partis Communistes. En tant que porte - paroles du Capitalisme d'Etat, ils sont un produit du capitalisme décadent, du capitalisme conscient de la menace que fait peser sur lui tout mouvement prolétarien. Par leur rôle parfaitement contre - révolutionnaire, les P.C. confirment que le véritable conflit de notre époque est devenu :

SOCIALISME OU CAPITALISME D'ETAT. _____

"Mais ni la transformation en société par actions, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, cela est évident. Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiétements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble."

Friedrich Engels

Socialisme utopique et socialisme scientifique

L'ORGANISATION

DES

REVOLUTIONNAIRES

I

Toute classe luttant contre l'ordre social de son époque est amenée à affronter, tôt ou tard, l'Etat - violence organisée entre les mains de la classe dominante - mais aussi l'idéologie par laquelle celle-ci justifie son pouvoir. Face à ces deux obstacles cette lutte est, pour être efficace, contrainte de se donner une forme organisée et consciente - pour aussi limitée et aliénée que puisse être par ailleurs cette conscience.

II

Ceci était déjà valable pour la classe des esclaves ou la paysannerie mais l'est d'autant plus pour les classes qui ont pour tâche d'instaurer un nouveau type de société - classes dont la lutte porte en elle une solution aux contradictions du vieil ordre social.

Parmi celles-ci, la noblesse avec ses fiefs et surtout la bourgeoisie, avec ses réseaux commerciaux et ses manufactures, disposaient déjà d'un pouvoir économique au moment de leur assaut pour le pouvoir politique. Pour ces classes il n'y avait jamais de véritables défaites, car aucun échec sur le terrain politique ne pouvait porter réellement atteinte à leur pouvoir économique. Les formes d'organisation et de conscience de ces classes pouvaient être insuffisantes et mystifiées, cela ne compromettait pas l'issue victorieuse de leur lutte.

III

A l'encontre des précédentes, le prolétariat est la seule classe destinée à prendre en mains l'ensemble de la société qui ne dispose dans celle-ci d'aucune assise économique, prélude à sa future domination.

Pour cette raison, l'organisation et la conscience sont pour sa lutte des éléments BIEN PLUS IMPORTANTS ENCORE.

L'organisation est la seule force matérielle dont dispose le prolétariat pour affronter son ennemie irréconciliable : la bourgeoisie. De même, le fait que tout faux-pas du prolétariat se transforme immédiatement en défaite désastreuse, d'autre part que la société qu'il est destiné à construire soit la première qui émancipera l'homme des lois aveugles et des chaînes de son économie, qui instaurera " le règne de la liberté " contre le "règne de la nécessité", lui imposent la conscience la plus CLAIRES et la plus DEMYSTIFIÉE possible des buts à atteindre et des moyens pour y parvenir.

Une telle conscience n'est pas du domaine de l'utopie et des vœux pieux.

En effet les classes révolutionnaires autres que le prolétariat luttèrent pour un ordre social progressif par rapport au précédent mais qui n'en comportait pas moins une nouvelle exploitation (noblesse sur les serfs, bourgeoisie sur le prolétariat). La conscience que ces classes pouvaient acquérir au cours de leur lutte ne pouvait être que mystifiée puisqu'elle devait pouvoir justifier et masquer cette exploitation.

La lutte prolétarienne, par contre, ne tend pas à instaurer une exploitation nouvelle mais au contraire à libérer de l'exploitation toute la société. En ce sens, la conscience de classe du prolétariat est la première qui puisse être libre de mystifications et de préjugés, et la théorie révolutionnaire, qui tend à en constituer la formulation la plus acérée, la seule qui puisse appréhender la réalité sociale d'une façon véritablement scientifique.

IV

C'est au cours et au travers de sa lutte que le prolétariat se donne l'organisation et la conscience nécessaires à son émancipation. Ces deux facteurs s'imposent à lui comme une nécessité absolue pour mener plus avant son mouvement.

Ces formes d'organisation et de conscience sont étroitement liées aux conditions et aux objectifs de la lutte prolétarienne.

Au capitalisme en pleine apogée du siècle dernier, ayant

encore un rôle progressif à jouer, le prolétariat ne pouvait opposer qu'une lutte réformiste tendant à aménager du mieux possible sa place DANS le système. Les syndicats et les grands partis parlementaires, qui ne regroupaient qu'une fraction de la classe, étaient les moyens que se donnait celle-ci pour mener à bien sa lutte pour des réformes économiques et politiques.

Le réformisme comme théorie de la lutte des classes était le produit d'une situation où la révolution n'était pas encore à l'ordre du jour.

Avec l'entrée du capitalisme dans sa phase de déclin, les conditions et les objectifs de la lutte prolétarienne changent radicalement. Désormais, il n'est plus question pour le prolétariat de s'affirmer comme classe de la société bourgeoise, d'aménager sa place dans celle-ci. Ce qui est l'ordre du jour, pour lui, c'est au contraire de détruire cette société et de se nier en instaurant une société sans classes.

Pour cette tâche, une partie de la classe ne suffit plus. C'est l'ensemble du prolétariat qui peut seul entreprendre la transformation révolutionnaire de la société.

Le type d'organisation qu'il se donne doit donc regrouper la totalité des travailleurs de même qu'il doit unifier la lutte économique et la lutte politique, les luttes parcellaires et la lutte globale pour le pouvoir, le législatif avec l'exécutif, la prise de décision et l'application de cette décision. Ces organisations sont " LES CONSEILS OUVRIERS ", forme "enfin trouvée" -comme le dit Lénine - de la dictature du prolétariat.

V

L'apparition de ces organismes de même que le degré de conscience de la classe ouvrière est fonction des nécessités de sa lutte. Celle-ci est elle-même déterminée par des circonstances économiques, sociales, historiques qui ne sont pas identiques dans le temps et dans l'espace. Par suite, la création des conseils, pour spontanée qu'elle soit, n'est jamais un phénomène simultané et immédiatement général.

De même, l'apparition et le développement de la conscience n'est pas un processus immédiat et uniforme. Il est au contraire long et heurté, il est soumis aux forces contraires qui déchirent la société en crise, il suit les hauts et les bas des luttes, des espoirs, de l'unité effectivement réalisée et doit constamment repousser la pression idéologique de la classe dominante, il peut se développer brusquement et régresser pour de longues périodes.

Les éléments de la classe qui prennent d'abord conscience, les révolutionnaires, ne sont pas les contemplateurs passifs de ce mouvement vers la généralisation de la conscience prolétarienne. Au contraire, par leur participation aux luttes de la classe, leur propagande et l'accomplissement de la tâche pour laquelle ils sont irremplaçables; la formulation de la théorie révolutionnaire, ils constituent un FACTEUR ACTIF de cette prise de conscience.

Par ailleurs, les tâches que se donnent ces éléments ne peuvent être menées à bien que si elles sont effectuées de façon organisée: L'élaboration de la théorie aussi bien que la propagande et l'agitation sont des oeuvres collectives.

Les révolutionnaires ont donc également pour tâche de se regrouper, d'unifier leurs efforts et non seulement à l'échelle locale, mais aussi nationale et internationale.

VI

Ceci ne signifie aucunement qu'ils aient pour premier devoir de "construire le parti ouvrier révolutionnaire" comme préalable à toute action révolutionnaire de la classe.

Ce ne sont pas les révolutionnaires qui rendent la classe révolutionnaire comme le voudrait le Lénine de "Que faire".

C'est sa place socio-économique au coeur du système capitaliste, l'opposition irréconciliable qui le dresse contre le capital, qui font du prolétariat la seule classe capable de renverser l'ordre existant, d'abolir les contradictions qui le minent et d'édifier une société sans exploitation, et c'est la logique même de sa lutte qui le conduit à se comporter de façon révolutionnaire.

L'apparition d'éléments de groupe, de partis révolutionnaires est donc l'indice, avant d'en devenir le facteur, d'une prise de conscience révolutionnaire de la classe.

VII

L'organisation - ou les organisations - de révolutionnaires et l'organisation générale de la classe - les conseils - sont deux choses foncièrement différentes.

La seconde regroupe l'ensemble de la classe: le seul critère d'appartenance est d'être un travailleur. Elle n'apparaît et ne se développe que pendant les périodes révolutionnaires, quand la nécessité de la prise du pouvoir est à l'ordre du jour.

La première par contre ne regroupe - prolétaires ou non - que des éléments révolutionnaires, c'est -à- dire qui sont d'accord sur un certain nombre de principes résumant les acquis fondamentaux et les perspectives de l'expérience prolétarienne et qui les défendent activement. Par ailleurs, à l'encontre des conseils, les groupes ou éléments révolutionnaires existent d'une façon permanente, bien que leur nombre, leurs moyens et leurs tâches soient étroitement dépendants de la situation de la lutte de classe.

Dans les périodes de recul de la lutte, de victoire de la contre-révolution, on assiste à une dislocation, à un isolement et à une quasi-disparition du courant révolutionnaire. Les quelques éléments qui se maintiennent sur des positions révolutionnaires se coupent de la classe ouvrière qui, dans son ensemble, a été amenée sur le terrain de la bourgeoisie (collaboration de classe, "union-sacrée", "résistance" etc...)

Leur tâche essentielle est alors de faire un bilan des expériences prolétariennes antérieures et, en particulier, de tirer les leçons des défaites de la classe.

Dans une période de montée de la lutte prolétarienne, on assiste au contraire à un renforcement du courant révolutionnaire et à une tendance vers l'unification des différents groupes se situant sur des positions de classe. La tâche des révolutionnaires est alors beaucoup plus "pratique" en ce sens qu'elle consiste en une prise de position immédiate sur chacun des aspects importants de la lutte existante, et partant, dans une intervention constante dans celle-ci.

VIII

L'organisation générale de la classe et les organisations de révolutionnaires sont donc deux choses bien différentes. Mais il ne s'agit pas de choses extérieures l'une à l'autre ou même opposées - comme le prétendent les courants "léninistes" et "conseillistes-ouvriers".

Pour les premiers, la classe et les révolutionnaires sont deux catégories séparées. La lutte de classe et les principes que ceux-ci professent "surgissent de prémisses différentes" (I). Il s'agit donc pour eux d'introduire la conscience "du dehors", d'"aller aux masses" et d'avoir leur oreille.

Les seconds partent de la même conception erronée mais en concluant que toute organisation autre que les conseils a des buts forcément opposés à ceux de la classe: Les révolutionnaires ne doivent pas essayer de s'organiser en dehors des conseils.

Ce que ces deux courants veulent ignorer, c'est que, loin

de s'affronter ou de s'opposer, ces deux éléments - la classe et les révolutionnaires - sont en fait le tout et la partie du tout. Entre la première et les seconds il ne peut jamais exister de rapports de force: leurs intérêts sont identiques: avec Marx nous pensons que les communistes "n'ont point d'intérêts qui les séparent du prolétariat en général. Ils ne proclament pas des principes sectaires sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier... Les propositions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression en termes généraux des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique évoluant sous nos yeux!" (2)

IX

Comme partie de la classe, les révolutionnaires ne peuvent à aucun moment se substituer à celle-ci, que ce soit dans ses luttes au sein du capitalisme comme dans le renversement de celui-ci ou dans l'exercice du pouvoir.

Ce type de substitution est possible dans la lutte de la bourgeoisie (et en fait l'histoire des révolutions bourgeoises est surtout l'histoire de la lutte des partis bourgeois - girondins, jacobins ...pour le pouvoir) dans la mesure où la société qu'elle fonde est une nouvelle société d'exploitation, d'oppression, divisée hiérarchiquement. Le pouvoir d'une minorité exprime le pouvoir d'une classe minoritaire sur la grande majorité. Cette substitution est même indispensable pour la bourgeoisie: seule une minorité de spécialistes de la politique peut avoir une vue suffisamment consciente de ses intérêts généraux face aux intérêts contradictoires de ses multiples fractions.

Rien de tel pour le prolétariat. Le type de société qu'il propose d'instaurer ainsi que le chemin pour y parvenir sont radicalement différents. Il n'existe pas d'intérêts contradictoires pour le prolétariat et l'oeuvre qu'il doit mener à bien ne se suffit pas de la conscience d'une minorité aussi éclairée soit-elle.

Cette conscience généralisée est même la seule garantie de victoire de la révolution et comme elle est essentiellement le fruit de l'expérience, cette dernière est irremplaçable.

L'auto-organisation des luttes de la classe et l'exercice du pouvoir par elle-même n'est pas une des voies vers le communisme, qu'on pourrait mettre en balance avec d'autres, C'EST L'UNIQUE VOIE.

(1) "Que Faire"

(2) Manifeste communiste

X

Les courants qui identifient dictature du prolétariat et dictature du parti, qui parlent de prise du pouvoir par la classe sous le contrôle ou la dictature du parti, dont les conceptions privilégient donc le rôle de la minorité révolutionnaire par rapport à celui de la classe, tendent à amoindrir la confiance en elle-même de celle-ci et rallongent d'autant le chemin de son auto-émancipation.

Outre qu'ils sont dans l'erreur, ces courants se situent résolument dans le camp de la conservation sociale, de la contre-révolution et le socialisme qu'ils se proposent de "construire" n'est en fin de compte qu'un capitalisme d'Etat plus ou moins "démocratique".

A l'opposé, les courants qui nient toute nécessité d'organisation et d'intervention pour les révolutionnaires - outre qu'ils assimilent la spontanéité au processus spontané, se condamnent à la non-existence et se font ainsi les agents d'une atrophie "dans la conscience de la classe"

En plus de constituer un repoussoir facile pour les courants précédents, ils s'interdisent toute possibilité de dénonciation des manoeuvres bureaucratiques de ceux-ci.

Ces courants ouvriéristes basent leur argumentation sur le fait que l'existence d'une minorité révolutionnaire qui s'est portée à "une intelligence nette des conditions de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien" (3) exprime d'une certaine façon la situation prévalant dans les sociétés bourgeoises où la politique est affaire de "spécialiste". Il ne s'agit pas - comme le font les courants léninistes - de nier l'existence de cette contradiction ou de faire de nécessité loi. En fait la grande différence existant entre les partis bourgeois et les partis prolétariens est que les premiers ont pour tâche de perpétuer leur rôle spécifique et leur pouvoir alors que les seconds - à l'instar du prolétariat qui ne s'affirme que pour mieux pouvoir se nier - ne peuvent avoir d'autre but - s'ils sont vraiment conséquents - que leur propre disparition dans la mesure où leur existence n'est rendue nécessaire que par l'inégale répartition dans la classe de la conscience révolutionnaire et où leurs efforts tendent justement à la généralisation de cette conscience.

La tâche fondamentale des révolutionnaires est donc, consciente de cette contradiction, de tout faire pour que leur existence en tant que telle devienne sans objet.

(3) Manifeste communiste

VIOLENCE

ET

DICTATURE DU PROLETARIAT

I

Dans toute société divisée en classes, la classe dominante assure sa domination par l'exercice d'une dictature plus ou moins franche sur l'ensemble de la société.

Sous la pression des luttes que livrent les classes antagonistes, la classe dirigeante est parfois amenée à faire des concessions, en accordant aux autres certaines libertés, en donnant des formes plus souples, plus "démocratiques" à sa domination. Mais jamais ces "libertés démocratiques" ne peuvent s'étendre jusqu'à permettre que soit mise en question la domination de la classe dirigeante.

Non seulement les libertés démocratiques sont toujours circonscrites dans des limites qui les rendent compatibles avec la domination de la classe régnante, mais elles constituent souvent le moyen le plus approprié pour assurer cette domination et correspondent généralement aux périodes du plus grand épanouissement et affermissement de la base économique de cette classe.

C'est pourquoi c'est à l'époque du plus grand essor économique de la bourgeoisie, au moment où elle se sent le plus solidement en place, que celle-ci développe ses plus profondes réformes et préfère les formes démocratiques par le moyen desquelles elle peut le mieux émusser la combattivité des classes opprimées, endormir la conscience

révolutionnaire des ouvriers, semer des illusions et couvrir d'un gant de velours démocratique le poing de fer de sa dictature.

Les limites et la nature de classe de la forme démocratique de la dictature bourgeoise apparaissent nettement dès que se manifeste le moindre signe de convulsion sociale. Mais c'est avec l'ouverture de la période de son déclin que la dictature capitaliste se manifeste dans toute sa férocité et son horreur. Déchirant son léger voile démocratique dont il n'a plus que faire, le capitalisme découvre la nudité hideuse de sa dictature: guerres, génocides, massacres de dizaines de millions d'hommes, noyant la terre entière dans des océans de sang aucun crime n'arrête le capitalisme pour prolonger sa survie et assurer sa domination de classe.

Faire appel à la "démocratie" en général en opposition à la "dictature" comme le font les bonnes âmes humanistes, c'est vouloir et la nature de classe de la société et la nature opprressive de la domination de classe, c'est pousser la naïveté au dernier degré de l'imbécillité.

Suggérer au capitalisme, et particulièrement aujourd'hui, quand tout son système est menacé d'effondrement, de redevenir "démocratique", c'est prêcher à des loups affamés les bienfaits du régime végétarien.

Comme celle d'un animal féroce, la rage du Capitalisme dépasse toutes limites dès qu'il se sent menacé: il détruira plutôt l'humanité entière et la terre qui la porte, que de renoncer à sa domination. Et l'expérience du 20^e siècle est là pour nous montrer que cette menace n'est pas un vain mot.

Quant à la démocratie comme moyen de lutte contre le capitalisme, cela vaut autant que de verser de l'eau bénite pour exorciser le diable. On ne peut se libérer de la violence d'une classe dominante en prêchant et en lui faisant honte. La première guerre mondiale et la féroce répression exercée contre la vague révolutionnaire qui l'a suivie, ont définitivement conclu dans l'expérience pratique le débat théorique depuis toujours soutenu par les révolutionnaires contre les tendances réformistes et les illusions mortelles d'une possible évolution pacifique et graduelle du capitalisme au socialisme.

La première guerre mondiale marque ainsi non seulement la faillite du réformisme mais encore la disparition des conditions qui rendaient plausible le réformisme et l'existence de partis réformistes. Désormais l'alternative n'est plus entre une prétendue Réforme et la Révolution, mais clairement entre Révolution Proletarienne et Contre-révolution Capitaliste, entre Dictature du Capital et Dictature du Proletariat.

Pour cette raison, c'est semer les plus dangereuses confusions que de qualifier de réformistes ou d'opportunistes les partis Sociaux-démocrates, staliniens et similaires : ces partis ont depuis longtemps fait la preuve dans les faits qu'ils sont les plus fidèles défenseurs de l'ordre capitaliste n'hésitant jamais quand le besoin s'en fait sentir, à recourir à la violence la plus féroce contre le prolétariat.

II

La violence est le trait caractéristique de toute révolution. Elle est absolument indispensable pour briser l'appareil de répression de l'ancienne classe dominante et prévenir toute tentative contre-révolutionnaire de sa part.

La révolution prolétarienne n'échappe pas à cette loi. Face à la violence organisée et de plus en plus systématique de la bourgeoisie, la classe révolutionnaire, le prolétariat, ne peut qu'opposer sa propre violence. Mais cette violence se distingue fondamentalement de la précédente pour deux raisons essentielles :

1) comme classe exploiteuse, la bourgeoisie exerce sa violence non seulement contre l'ancienne classe dominante mais aussi, et surtout, contre la nouvelle classe révolutionnaire. Sa violence est donc inhérente à son système, indispensable à sa survie, alors que celle du prolétariat, dernière classe exploitée de l'histoire, ne peut s'exercer que contre l'ancienne classe dominante et tend à disparaître avec l'élimination de celle-ci.

2) comme classe minoritaire destinée à le rester, la bourgeoisie exerce sa violence de façon minoritaire par l'intermédiaire de corps séparés de l'ensemble de la société spécialisés dans la répression : police, armée qui deviennent les gardiens de la conservation sociale; comme classe majoritaire tendant à devenir universelle (donc à disparaître en tant que classe) le prolétariat ne peut exercer sa violence que de façon majoritaire: le monopole de celle-ci loin d'appartenir à des corps spécialisés, revient à la classe dans son entier (armement général du prolétariat).

III

La société qui existe au lendemain du renversement de la bourgeoisie n'est pas une société sans classes. Face à lui et contre lui, le prolétariat doit compter :

- avec les vestiges des anciennes classes dominantes dont les membres seront à l'affût du moindre faux pas de la révolution pour reconquérir leur pouvoir.

- avec les classes non exploiteuses mais qui subsisteront tant que subsistera la propriété privée (paysans, artisans) et qui dans certaines régions du globe constituent l'immense majorité de la population.

Pour pouvoir poursuivre la transformation de la société contre, ou malgré ces catégories sociales, le prolétariat sera contraint d'exercer, comme la bourgeoisie, sa dictature après la crise révolutionnaire. Mais cette dictature du prolétariat est radicalement différente de celle de la bourgeoisie.

En effet, la dictature des autres classes s'exerçait, une fois la révolution faite, non contre les anciennes classes mais contre les nouvelles susceptibles de remettre en cause l'ordre établi et de révolutionner à nouveau la société. Au besoin, la classe victorieuse faisait appel aux vestiges de la classe vaincue pour renforcer son oppression contre la nouvelle classe révolutionnaire: c'est ainsi que la bourgeoisie peut associer l'aristocratie à son pouvoir politique pour mieux tenir en main le prolétariat (Restauration en France, 1848 en Allemagne etc...)

A l'opposé de cela, la dictature du prolétariat est uniquement tournée contre les anciennes classes de la société et laisse toute porte ouverte à un développement constant du processus révolutionnaire. Loin d'être gardienne du statu-quo, elle vise une transformation ininterrompue de la société et contient en germe les éléments de la nouvelle société, éléments qu'elle cultive et développe.

C'est ainsi que la dictature du prolétariat:

1°-s'applique à faire disparaître toutes les spécialisations et divisions hiérarchiques de la société - et en particulier dans le domaine politique - par la participation des plus larges masses à son fonctionnement, à l'élaboration et à la discussion des décisions les plus importantes, dans tous les domaines, et garantit par conséquent l'exercice le plus large et effectif des libertés de réunion, d'opinion, de discussion et de presse.

2°- est inconcevable avec les anciennes formes de gouvernement par des partis politiques spécialisés. Elle ne permet donc ni la forme parlementaire, ni la délégation de l'exercice du pouvoir à un parti: la dictature du prolétariat est la dictature de classe elle-même organisée de façon unitaire sur ses lieux de travail, dans ses conseils ouvriers et comités d'usine au sein desquels les notions d'élection sur mandat impératif, révocabilité et rotation des charges sans qu'elles constituent cependant une garantie absolue, deviennent une pratique effective.

3°- ne peut s'exercer pleinement que dans le cadre international à l'inverse de la dictature de la bourgeoisie dont la nation constitue le cadre géographique. Dans un pays où la bourgeoisie vient d'être renversée, le prolétariat au pouvoir n'est qu'une fraction du prolétariat mondial: tous les efforts de sa dictature sont orientés, comme condition première de la survie de celle-ci, vers l'extension à tous les pays du monde du processus révolutionnaire.

4°- implique, dans la mesure où elle s'applique à une société où subsistent encore d'autres classes, l'absolue soustraction du prolétariat à une quelconque soumission en tant que classe à des forces et pressions extérieures ainsi qu'à l'établissement de rapports de violence en son sein: dans cette période de transition le prolétariat est la seule classe révolutionnaire: sa conscience et sa cohésion, ainsi que son action autonome sont les garanties essentielles de l'issue communiste de sa dictature.

"La valeur de la Commune consiste, ensuite en ce qu'elle a tenté de bculverser, de détruire de fond en comble l'appareil gouvernemental bourgeois dans l'administration, dans la justice, dans l'armée, dans la police, en le remplaçant par l'organisation autonome des masses ouvrières, sans connaître aucune distinction des pouvoirs législatifs et exécutifs."

Premier congrès de l'Internationale
Communiste.

OCTOBRE

PROLETARIEN

A cause de l'échec de la révolution prolétarienne mondiale la révolution d'octobre 17 a finalement été balayée par la contre-révolution: elle est irrémédiablement perdue.

En conséquence, il ne peut plus être question des " acquis matériels de la révolution russe "; seuls désormais comptent les acquis théoriques issus de l'analyse de cette révolution prolétarienne.

I

La marche brillante des révolutions bourgeoises s'explique par le fait que celles-ci se sont largement développées, sur le terrain économique-social, à l'intérieur même de l'absolutisme féodal. La prise du pouvoir bourgeois sur le plan politique, tout en étant une conséquence sanctionnant cette hégémonie économique est en même temps une condition de son renforcement et de son développement.

L'enracinement profond dans la vieille société, du processus révolutionnaire bourgeois, diminuait la nécessité du facteur actif conscient; de fait, le processus ne fut que peu l'affaire "d'une classe consciente dans son ensemble": la conscience du but n'était rien, le mouvement était tout.

La marche convulsive de la révolution prolétarienne, commence par où finissaient les révolutions bourgeoises: par l'assaut du

pouvoir politique international. C'est la première étape, il ne saurait en être autrement: le prolétariat ne possédant que sa force de travail n'a pas les moyens de créer une dualité économique au sein du capitalisme.

Quand bien même aura - t - il pris le pouvoir dans un pays la dualité principale avec le monde capitaliste restera du domaine politique.. C'est une utopie contre-révolutionnaire et criminelle que de propager l'idée selon laquelle puisse se développer une économie de "type socialiste" à l'échelle nationale, concurrençant l'économie mondiale capitaliste. La lutte restera politique jusqu'à la prise du pouvoir international. Alors pourront se développer les constructions économiques du socialisme.

A l'intérieur du capitalisme ne peuvent donc se développer en direction du socialisme que les conditions objectives de sa possibilité et le développement de la classe ouvrière: c'est à dire le développement de sa conscience et de son organisation.

II

I° " Conditions objectives de sa possibilité."

1 - La révolution de 17 contrairement à la commune, s'inscrit dans une période historique où la révolution socialiste est à l'ordre du jour. L'aggravation de la crise, confirme dès 1913, contre les réformistes, les thèses révolutionnaires sur l'impérialisme et la décadence du capitalisme, et crée d'autre part une montée révolutionnaire internationale.

2 - Dans cette situation la révolution d'Octobre n'est pas le produit des conditions spécifiquement russes; -comme les révolutions bourgeoises en Angleterre, en France, en Allemagne avaient été spécifiquement qui anglaise, qui française, qui allemande-, mais au contraire elle est due d'abord à la débâcle mondiale du capitalisme, débâcle ayant atteint son plus haut degré: la guerre impérialiste. Les conditions particulières de la Russie faisant alors, et alors seulement, que cette débâcle mondiale trouve d'un point de vue politique son expression la plus achevée dans ce pays. Issu de la crise mondiale, Octobre participe de la montée révolutionnaire internationale.

II " Développement de la classe ouvrière, de sa conscience, de son organisation..."

1 - C'est en Russie, par la grève générale de 1905 que le prolétariat commence à prendre l'initiative historique. Secrétées par ces combats d'avant garde: véritable maturation politique, les positions de classe du parti bolchevick le désignent alors à Zimmerwald comme un

des représentants des intérêts généraux et historiques du prolétariat . Le mouvement révolutionnaire contre la social-démocratie est encore faible, mais déjà il inscrit sur son drapeau et proclame haut et clair un des principes déterminants du communisme: l'Internationalisme Proletarien" ..

2 - Contre la Social-démocratie, il retrouve et réaffirme les acquis programmatiques de la Commune de Paris sur la nécessité de la destruction de l'appareil d'état bourgeois. Là encore, en Russie c'est par la bouche des bolchevicks que ce principe est le plus farouchement défendu..

Condamnant toutes les tergiversations petites-bourgeoises sur la démocratie, la révolution d'Octobre, sous la poussée de la classe ouvrière et des bolchevicks, a su prendre les mesures politiques favorisant la dictature du prolétariat: c'est ainsi qu'il faut comprendre l'interdiction de toute représentation de la bourgeoisie à quelque niveau politique que ce soit; c'est ainsi qu'il faut comprendre la dissolution de la Constituante. La bourgeoisie est politiquement renversée, politiquement expropriée.

3 - " La dictature du prolétariat: Ces mots étaient " du latin" pour les masses jusqu'à nos jours. Maintenant grâce au système des soviets ce latin est traduit dans toutes les langues modernes; la forme pratique de la dictature est trouvée par les masses populaires" (Lénine, discours d'ouverture du premier congré de la IIIè Internationale).

Voilà l'acquis fondamental et indélébile de la révolution d'Octobre. A la dictature de la bourgeoisie s'est substituée la dictature du prolétariat par le pouvoir des conseils.

4 - Dans un mouvement dialectique, le succès du prolétariat en Russie, résultant de la montée révolutionnaire mondiale, devait à son tour stimuler ce mouvement révolutionnaire. La IIIè Internationale fut l'expression de ce mouvement.

On vit combien était encore solide la Social-Démocratie. La faiblesse des mouvements communistes occidentaux d'une part, l'aurole prestigieuse et qui allait devenir de plus en plus chauvine du parti communiste de Russie d'autre part, ne permit pas que s'installe dans la IIIè Internationale un véritable débat. De fait elle participa à l'enterrement de la révolution mondiale comme elle en fut le produit.

5 - La révolution d'Octobre a rempli le premier objectif de la révolution prolétarienne: L'objectif politique. Elle n'a pu, compte tenu de l'échec de la révolution internationale et de l'impossibilité du socialisme dans un seul pays, passer au stade supérieur, à savoir : provoquer le processus de transformation économique. Elle a donc été une révolution prolétarienne politique: il y a eu prise effective du

pouvoir par le prolétariat; pouvoir dont il a été rapidement dépossédé et qu'il n'a repris, depuis, dans aucun pays.

6 - Si le parti bolchévick a joué un rôle actif dans le développement du processus révolutionnaire qui menait à Octobre, il a également été facteur actif dans la dégénérescence de la révolution de 17, et dans les échecs internationaux du prolétariat. Contrairement à ce que pouvaient penser les révolutionnaires de l'époque, et en premier lieu les Bolchéviks, la contre-révolution ne vient pas seulement de l'"extérieur" mais peut aussi surgir du sein même des structures mises en place par la révolution et tout particulièrement de l'Etat.

En s'identifiant et organiquement et idéologiquement à cet Etat, en se donnant comme tâche unique et primordiale la défense de celui-ci, le parti Bolchévik devait devenir - surtout à partir de la fin de la guerre civile - l'agent objectif de la contre-révolution et du Capitalisme d'Etat.

Ce qui pendant octobre 17 n'était que des erreurs, graves mais s'expliquant aussi bien par l'immaturation du prolétariat russe que par celle du mouvement ouvrier mondial, devait dès lors servir l'idéologie de la contre-révolution.

Sur le plan international, la défense prioritaire de "la patrie du socialisme" aboutit à une politique de compromission et de conciliation à l'égard des fractions "libérales" de la bourgeoisie des pays étrangers. Et ceci ne fut pas toujours un facteur moindre dans l'échec du mouvement ouvrier international. Il n'en demeure pas moins que pendant la période de montée révolutionnaire, le parti Bolchévik a constitué une authentique avant-garde du prolétariat russe. Ce n'est pas parce qu'un homme meurt un jour qu'il ne fut jamais vivant, même s'il était malade.

7- Nous rejetons la théorie simpliste qui fait du parti bolchévik le représentant d'une "intelligentsia russe" intéressée à la création d'un "Capitalisme d'Etat". La tendance vers le Capitalisme d'Etat est un des résultats des contradictions du capitalisme dans sa phase de déclin et en cela, ce n'est pas un phénomène spécifiquement russe.

Faire de l'"intelligentsia russe", la couche sociale qui par l'intermédiaire des bolchéviks a fait Octobre est une conclusion fautive: c'est nier les faits historiques, c'est nier les positions de classe du parti bolchévik. (Certains les reconnaissent mais ils s'empressent vite de les taxer de "combines machiavéliques" et tombent ainsi dans la politique-fiction.)

Tout comme cette théorie qui expliquait "l'aurore boréale" par "le reflet des harengs", on cherche visiblement ici la facilité et on trouve ...le farfelu.

Au lieu de voir dans la révolution de 17 la tentative et l'échec d'une révolution prolétarienne politique, cette théorie nie toute valeur à l'expérience d'Octobre, elle ne mène alors qu'à la confusion en s'interdisant toute étude critique.

"En Russie, le problème ne pouvait être que posé.
Il ne pouvait être résolu en Russie."

Rosa Luxemburg
La révolution russe.

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

- MARSEILLE -

R. CAMOIN: B.P.326, 13208 MARSEILLE CEDEX 1

- TOULOUSE -

M. LASSAUBE: B.P.183, 31032 TOULOUSE CEDEX 1

- CLERMONT-FERRAND -

G. SABATIER: B.P.209, 63 CLERMONT-FERRAND

o o o o o

INTERNATIONALISM

P.O. Box961, Manhattanville Station
365 West, 125 Street, New-York, N Y 10027

o o o o o

ABONNEMENTS: 5 Numéros 15 Fr

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 30 Fr

o o o o o

Directeur: M. Lassaube

o o o o o

Ed. SYROS, 9 Rue Borromée, PARIS 15°

o o o o o

MARXISTE, notre point de vue se veut celui de la classe ouvrière en tant que classe ayant une mission historique propre.

Nos positions politiques découlent de l'expérience théorique et pratique de la lutte du prolétariat. Cette expérience a principalement montré:

-que le capitalisme a cessé d'être un système progressiste pour entrer avec la première guerre mondiale dans sa phase de DECLIN.

-que les PAYS DITS SOCIALISTES sont des pays capitalistes à forme étatisée.

-que les SYNDICATS sont devenus des organes d'encadrement de la classe ouvrière au service de l'ordre capitaliste.

-que toutes les tactiques de "FRONT UNIQUE", "FRONTS ANTI-FASCISTES", etc. consistant à établir des alliances "momentanées" entre travailleurs et des fractions de la classe dominante, n'ont pu et ne peuvent bénéficier qu'à cette dernière.

-que les luttes de LIBERATION NATIONALE n'ont rien de prolétarien et qu'elles sont devenues uniquement des moments de la guerre entre puissances impérialistes où les travailleurs n'interviennent que comme chair à canon.

-que l'émancipation du prolétariat n'est possible que de façon MONDIALE.

-qu'elle sera "L'OEUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES" et que l'indispensable dictature du prolétariat devra être celle des "CONSEILS OUVRIERS" et non celle d'un parti particulier.

NOTRE ACTIVITE...

-l'inévitable réflexion théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi ininterrompu.

-l'intervention organisée au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.